

0337.02.0971

The I.A.D.L Bureau Meeting, Baghdad, 1979

Issued by the International Association of Democratic Lawyers in French, this document shows a report on the Association's meeting held on 23-25 March 1979 in Baghdad.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JURISTES DÉMOCRATES
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF DEMOCRATIC LAWYERS

49, avenue Jupiter, 1190 Bruxelles - Belgique - Tél. : (02) 345.14.71
Adresse télégraphique : Interjurist Bruxelles

ANNEXE 2

REUNION DU BUREAU DE L'A.I.J.D.

Bagdad, 23-25 mars 1979

RAPPORT DE M. GERHARD STUDY, SECRETAIRE GENERAL DE L'A.I.J.D., SUR
LES ACTIVITES DE L'A.I.J.D. ET LES PERSPECTIVES.

Je voudrais présenter mon rapport des activités et des perspectives de notre travail en analysant les centres de gravité de la situation internationale tels qu'ils sont apparus l'an dernier et auxquels nos activités sont liées. Je le ferai naturellement brièvement étant donné le peu de temps dont nous disposons. Il est inévitable que dans cette analyse entrent des estimations personnelles car un Secrétaire général n'est pas un être neutre. Et je m'efforcerai d'indiquer que ces positions sont personnelles si elles ne sont pas conformes à l'opinion de l'ensemble de l'A.I.J.D.

I. Le processus de la détente et ses obstacles.

Durant l'année 1977, la situation internationale a présenté une certaine ambiguïté encore plus délicate que les années précédentes. La détente présente toujours la tendance prédominante et les facteurs de base de son développement sont devenus encore plus importants : la force économique, sociale, culturelle et politique de toute la communauté socialiste, la force du mouvement international des forces démocratiques dans les pays capitalistes surtout des travailleurs et des forces du mouvement national de libération à tous les niveaux, dans les pays en voie de développement déjà libérés politiquement, dans les pays encore occupés par le colonialisme impérialiste. Il existe un certain code des normes internationales pour les relations entre les Etats qui dresse une certaine barrière face aux adversaires de la détente.

Néanmoins, la détente n'est pas encore irréversible. On peut constater une contre-attaque acharnée menée contre la détente par certains cercles militaires de l'impérialisme. Par le développement de certaines armes de destruction massive parmi lesquelles la bombe à neutron et les missiles, ces forces espèrent un changement de la situation des forces internationales et de l'équilibre militaire. Comme toujours, une soi-disant menace soviétique sert de prétexte à ces manœuvres. Il faut regretter que les dirigeants actuels de la République Populaire de Chine soutiennent ces tendances par leur politique.

L'A.I.J.D. est une Organisation non gouvernementale ayant le statut consultatif
auprès du Conseil économique et social des Nations Unies et de l'UNESCO

L'A.I.J.D. a poursuivi ses activités sur ce terrain central. Après le Colloque sur le Droit, la Coopération Internationale et la Détente en septembre 1977 à Moscou, qui a été un grand succès, nous avons organisé à Helsinki, les 14 et 15 octobre 1978, le Colloque international pour la Coopération internationale, le Désarmement et particulièrement le Désarmement Nucléaire. La participation de M. Sean MacBride et le soutien que les autorités finlandaises ont apporté au colloque lui ont donné une résonance assez large. Malgré les diverses difficultés dans la préparation de ce colloque, surtout au niveau de la préparation scientifique - à mon avis manque de directives montrant la corrélation entre les sujets déjà traités à Moscou et les tâches à traiter par le Colloque d'Helsinki mises en avant par l'Assemblée Générale Spéciale de l'ONU pour les questions de désarmement - nous avons obtenu des résultats remarquables, et surtout nous avons tracé des perspectives pour notre travail futur : par exemple, une étude plus approfondie de la coopération nucléaire de certains pays de l'OTAN, spécialement de la RFA, avec l'Afrique du sud.

Une autre question très importante qu'il faut analyser d'une manière plus spéciale et plus approfondie c'est la relation entre la course aux armements et le sous-développement. Je reviendrai sur cette problématique plus tard dans le cadre de mes remarques sur le sujet de notre prochain Congrès à Malte.

La tendance de la détente qui a trouvé son expression la plus remarquable dans la conférence d'Helsinki et dans son Acte Final a été retardée non seulement par les difficultés dans la sphère du désarmement mais aussi par des rechutes ou plutôt des stagnations dans les relations spécifiquement étatiques. On sait que les relations entre les deux Etats allemands ont une importance centrale pour l'amélioration de la sécurité et de la coopération en Europe mais aussi dans le monde. Mais malgré la normalisation des relations par le soi-disant "Grundvertrag" il y a toujours des problèmes notamment juridiques qui empêchent des relations normales sur la base de la reconnaissance de la souveraineté complète. Un tel problème c'est notamment la question de la nationalité. La doctrine qui gouverne le droit international en RFA et qui est la doctrine officielle du gouvernement c'est la citoyenneté allemande non seulement pour les citoyens de RFA mais aussi pour ceux de RDA. En combinaison avec la doctrine de la succession du Deutsche Reich pour la RFA, c'est une doctrine d'agression juridique. Pour montrer le danger de ces doctrines démantelées et, au fond, impérialistes, l'A.I.J.D. a préparé, en collaboration avec les deux associations de RDA et de RFA, un séminaire en mai à Bruxelles sur cette question très importante de la nationalité.

Le grand sujet de la détente et du désarmement, c'est-à-dire la paix internationale et le danger que court ce processus dans plusieurs régions du monde, la violation des normes internationales qui ont trouvé un fondement dans la Charte de l'ONU et dans d'autres textes acceptés à l'unanimité dans le cadre de l'ONU et d'autres organes régionaux comme la conférence d'Helsinki, restera un point primordial de l'activité de l'A.I.J.D.

II. Les conflits en Asie du sud et du sud-est.

La zone de l'Asie du sud et du sud-est est une région importante au point de vue politique, économique et stratégique avec ses seize Etats (Inde, Pakistan, Sri Lanka, Bangladesh, Népal, Bhoutan, Birmanie, Maldives, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Singapour, Malaisie, R.S. du Vietnam, R.D.P. du Laos, Kampuchea) et 1 milliard d'hommes.

La victoire glorieuse des peuples d'Indochine sur l'agression de l'impérialisme américain a produit un changement fondamental du rapport des forces dans cette région. La réunification du Vietnam en République socialiste du Vietnam en juillet 1976 et la formation de la République démocratique populaire du Laos le 2 décembre 1975 ont produit une grande impression dans cette région : la dissolution du pacte militaire "SEATO" le 30 juin 1977 est un exemple remarquable du résultat de ces événements. En fait, on peut dire qu'il y a eu des changements positifs dans cette région malgré les grands problèmes non résolus comme la faim, le chômage, la surpopulation, etc. dont je ne veux pas parler maintenant.

La majorité des Etats de cette région soutiennent une politique de non-alignement. Des positions communes surtout au point de vue du Nouvel ordre économique ont été dégagées et les soucis de ces pays ont été exprimés quant au dialogue Nord-Sud mené dans les pays capitalistes développés parce qu'il ne respecte pas assez les exigences des pays en voie de développement pour un Nouvel ordre économique.

Une politique de "self-reliance" c'est à dire une plus grande coopération des Etats non-alignés a été préconisée. Le grand intérêt d'une zone de paix dans l'Océan Indien a été souligné. Mais un grand souci, ou plus encore un cauchemar, demeure : il s'agit d'une part des relations entre la R.S. du Vietnam et le Kampuchéa démocratique et d'autre part de la politique de la R.P. de Chine dans cette région surtout envers la R.S. du Vietnam.

Comme déjà pendant la lutte contre l'impérialisme français et plus tard contre l'impérialisme américain l'A.I.J.D. a toujours été aux côtés des forces patriotiques du peuple vietnamien, kampuchéen et laotien. Dans les contradictions entre les Vietnamiens et les Cambodgiens ou entre les Vietnamiens et les Chinois l'A.I.J.D. a pris une position claire; on peut le lire dans nos déclarations, dans mon récit sur notre délégation en juin de l'an dernier et dans notre communiqué récent sur l'entrée des troupes chinoises sur le territoire vietnamien.

Quelques voix ont émis des critiques. C'est pourquoi je veux dire quelques mots francs et libres à ce sujet.

Dans les luttes de libération nous avons travaillé d'une manière très étroite avec nos amis vietnamiens du nord et du sud, de même avec nos amis cambodgiens et laotiens. Mais il faut dire que ce sont surtout nos amis vietnamiens qui ont développé avec nous les initiatives décisives pour nos activités en tant qu'A.I.J.D. Je rappelle les nombreux colloques, conférences, séminaires, missions etc. Ce sont eux qui nous ont enseigné la stratégie prudente de la combinaison de la lutte sur tous les fronts et surtout sa combinaison au point de vue militaire, diplomatique, juridique etc. Dans ces années de lutte, nous avons appris une fois de plus et dans une situation plus favorable du droit international et par comparaison avant 1945, que le droit international moderne peut être une arme aigüe pour la libération des peuples. Déjà pendant cette période nous n'avions plus de contact avec nos amis chinois qui se sont retirés de toute coopération avec notre association.

Je ne voudrais pas faire ici une analyse plus approfondie du développement des relations entre les trois Etats indochinois, mais je crois que l'on peut dire que nos amis vietnamiens ont montré une grande patience et aussi une grande prudence en face de certains traits provoquants et choquants de la politique extérieure de la R.P. de Chine et en face de l'escalade des conflits frontaliers avec le Kampuchéa.

Les preuves de la politique terroriste et de liquidation de milliers d'hommes par le régime Pol Pot sont écrasantes. Si l'on parle d'une agression de la R.S. du Vietnam au point de vue du droit international, il faudrait parler avant cela des agressions du Kampuchéa et du droit de défense de la R.S. du Vietnam. Mais même une agression acceptée et prouvée commise par la R.S. du Vietnam ne donnerait pas à la R.P. de Chine un droit de punition. L'agression commise par la R.P. de Chine envers le Vietnam est déjà, comme simple fait, une chose choquante pour un juriste démocrate, mais elle l'est encore plus si l'on considère qu'elle est commise par un Etat qui se réclame du socialisme. Mais la chose la plus choquante est la justification par la R.P. de Chine parce que c'est une attaque ouverte contre les normes internationales de base acceptées par l'humanité entière.

Avec tout le respect pour les réserves exprimées dans certains cercles qui ont participé autrefois à la solidarité pour la libération des peuples indochinois, il ne reste, à mon avis, qu'une condamnation claire et décisive de la R.P. de Chine comme agresseur, une condamnation sans relation avec la défense de la R.S. du Vietnam contre l'agression cambodgienne qui est en relation politique avec ces événements mais qui a une tout autre qualité.

Les conséquences de ce qui précède c'est que l'A.I.J.D. a, au moment le plus difficile pour le peuple vietnamien, l'obligation de faire le plus grand effort d'aide à ce peuple. Avant tout, il faut faire une grande campagne d'information sur la situation au Vietnam et aussi au Kampuchéa. Nos amis vietnamiens nous ont demandé d'envoyer une fois de plus une mission dans leur pays composée de juristes principalement des pays occidentaux. Nous sommes en train de la préparer et elle aura lieu le plus vite possible.

En relation avec cette mission, il faut mettre sur pied, à mon avis, d'autres activités (séminaires, conférences) qui éclaircissent la situation juridique actuelle surtout au point de vue du droit international.

III. La situation au Proche-Orient.

Etant donné les explications que j'ai fournies dans mon intervention lors de la session d'ouverture, je me bornerai ici à quelques très courtes remarques sur cette question.

Nous condamnons les contrats séparés sur la base des Accords de Camp David parce qu'ils vont à l'encontre des normes du droit international. Et une paix durable sur cette base n'est pas possible. Il ne peut y avoir qu'une solution globale dans cette région qui doit être mise sur pied avec la participation de tous les intéressés dont naturellement l'OLP. Seul un règlement qui prévoit le retrait de toutes les troupes israéliennes des territoires occupés et qui respecte la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien dont le droit à l'autodétermination et à la fondation de son propre Etat, et l'assurance du droit à l'existence indépendante et la sécurité de tous les Etats qui sont impliqués d'une manière directe dans ce conflit peut créer des perspectives de paix.

Au nom de l'A.I.J.D. deux professeurs éminents, Mme Monique Chemillier-Gendreau et M. Jean-Pierre Colin, ont présenté une analyse détaillée au point de vue du droit international des Accords cadre pour la paix au Moyen-Orient conclus à Camp David le 17 septembre 1977.

Cette analyse peut être la base pour la préparation d'une conférence que notre Association prévoit de tenir sur la question palestinienne. Cette conférence doit se dérouler dans un délai très court dans une capitale d'un pays occidental. Je ne doute pas que nous trouverons des solutions en accord avec les forces progressistes surtout avec l'aide et la participation principale de nos associations actives des pays arabes.

Les changements survenus en Iran, la liquidation, que nous saluons de tout coeur, du régime fasciste du Shah, ont ouverts aussi de nouvelles perspectives pour le travail des juristes démocrates dans ce pays. Déjà au temps de la répression, nos relations avec les forces progressistes étaient très étroites. De nombreuses missions, rapports de ces missions, de haute qualité d'analyse et aussi de perspectives, sont la preuve de ce fait. Nous avons pleine confiance dans ces forces et dans leur capacité à liquider les restes réactionnaires du régime du Shah, à se défendre contre les attaques de l'impérialisme et de la contre-révolution, et à édifier un nouvel ordre social, économique et politique basé sur une égalité démocratique et sur des principes du droit international.

Je peux annoncer que, sur l'invitation du gouvernement provisoire iranien présidé par M. Barzagan, nous avons actuellement une mission internationale d'enquête composée de juristes qui s'est rendue à Téhéran à l'occasion du référendum du 30 mars et pour enquêter sur la situation passée et présente des droits de l'homme et la mise en place de nouvelles institutions.

IV. La lutte de libération en Afrique et en Amérique du Sud.

1. La lutte de libération anti-impérialiste des peuples d'Afrique faisant partie des trois courants principaux des forces progressistes du monde s'est renforcée de manière remarquable ces deux dernières années. Un rôle essentiel est joué d'une part par les organisations de libération au sud du continent qui, les armes à la main, défendent le droit des peuples à la liberté et à l'autodétermination, et d'autre part par les jeunes Etats indépendants qui se sont engagés dans la lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme et pour l'égalité dans leurs relations internationales politiques et économiques avec des pays capitalistes développés. De larges spectres de ces forces exigent une lutte de libération aux multiples formes et contenus qui est influencée en même temps par l'approfondissement de la différenciation socio-politique sur le continent et la polarisation des forces de classe dans les pays divers.

Surtout la lutte du peuple du sud du continent contre le racisme et l'apartheid dans la République Sud Africaine pour l'institution d'un gouvernement de la Majorité du Zimbabwe et en Namibie est caractéristique de la lutte de libération en Afrique. Dans ce cadre et en tant que contribution à l'Année contre l'Apartheid des Nations Unies, l'A.I.J.D. a réalisé deux grandes activités : la rencontre internationale des juristes sur la liquidation du racisme et de l'apartheid qui s'est tenue du 11 au 15 septembre 1978 à Bakou et la mission dans les trois Etats de la ligne de front : la République d'Angola, la République de Zambie et la République Populaire du Mozambique, qui a eu lieu du 27 juillet au 17 août 1978.

Le document Final adopté par la rencontre internationale de juristes sur la liquidation du racisme et de l'apartheid à Bakou et le programme d'action ont été diffusés largement, c'est pourquoi je ne veux pas faire de grandes observations sur cette importante rencontre, dont l'importance consiste notamment dans le fait qu'ont pu être ainsi

associés à l'activité de l'A.I.J.D. un grand nombre de juristes de divers pays et que des contacts importants avec des juristes des pays où ne nous sommes pas présents, notamment des pays d'Afrique noire particulièrement intéressés à l'activité sur ce terrain ont pu être pris. Nous devons à cette occasion organiser et concentrer nos capacités afin de maintenir ces contacts et trouver des possibilités pour les élargir.

Le rapport sur la mission de l'A.I.J.D. en Afrique australe est toujours en cours d'élaboration. La délégation était dirigée par Mme Paulette Pierson-Mathy, chargée de cours à l'Université Libre de Bruxelles, responsable du Comité Belge contre le Colonialisme et l'Apartheid. En faisaient également partie M. Rudolf Schware, avocat, représentant la National Lawyers Guild (Etats-Unis), M. Richard Harvey, avocat, membre du Comité directeur de la Haldane Society (Grande-Bretagne) et Mme Lauren Anderson, avocat, représentant la National Conference of Black Lawyers (Etats-Unis). M. Ely Madiodio Fall, chargé de cours à la Faculté de Droit de Dakar et Secrétaire général du Comité Sénégalais de Soutien à la Namibie avait également accepté de participer à la mission, mais n'a finalement pas pu rejoindre la mission en raison de difficultés techniques.

Cette mission avait pour objectif d'étudier, en collaboration avec les autorités des Etats visités, ainsi qu'avec les Mouvements de libération d'Afrique du Sud, de Namibie et du Zimbabwe, représentés dans ces Etats, les crimes commis contre le peuple d'Afrique australe par les régimes minoritaires d'Afrique du Sud et de Rhodésie, dans le cadre de leur politique d'oppression colonialiste et raciste ainsi que les agressions menées par ces régimes contre les Etats de la ligne de front.

La mission a reçu, dans l'exercice de son enquête, l'appui et toutes les facilités nécessaires de la part des autorités gouvernementales des Etats visités et a bénéficié de l'étroite collaboration de l'ANC d'Afrique du Sud, du SWAPO, du ZAPU et du ZANU.

Deux membres de la délégation, Mme Pierson-Mathy et M. Rudolf Schware, ont participé à leur retour de mission aux travaux de la Conférence internationale des Organisations Non-Gouvernementales pour l'Action contre l'Apartheid qui a eu lieu à Genève du 28 au 31 août et y ont informé les participants des principales constatations qui ont pu être faites et des premiers résultats de la mission.

Dans la semaine qui a suivi le retour de la délégation, des conférences de presse ont été organisées à Berlin, Bruxelles et Londres et plusieurs interviews ont été réalisées par diverses radios et télévisions. Les journalistes ont assisté nombreux à ces conférences de presse et les échos qu'ils en ont donné ont été très importants. La presse des Etats visités a également rendu compte des travaux de notre mission.

Cette mission a incontestablement permis de mieux faire connaître l'action de l'A.I.J.D. tant dans les Etats visités que parmi les mouvements de libération d'Afrique australe. Elle a constitué une contribution importante de notre association à l'action des Nations Unies. Elle a aidé à la diffusion d'informations sur la situation réelle qui prévaut en Afrique australe surtout en direction de l'opinion publique des pays occidentaux qui ne reçoivent souvent que l'information "orientée" émanant de Rhodésie ou d'Afrique du Sud.

Il faut enfin souligner que cette mission a bénéficié d'une aide décisive de la part de l'Association des juristes de RDA sans laquelle elle n'aurait pu avoir lieu.

Par ces deux grandes activités nous nous sommes préparés, non seulement à participer, mais aussi à donner un grand effort de préparation et d'aide à la Commission Internationale d'Enquête sur les crimes des régimes racistes et d'apartheid en Afrique australe. Cette Commission a tenu sa première session du 9 au 12 février 1979 à Bruxelles sous la présidence de M. Sean MacBride. Son but était d'examiner l'ampleur et les implications juridiques des actes d'agression répétés perpétrés contre les Etats africains indépendants et la poursuite de la répression par les régimes minoritaires d'Afrique australe contre les peuples luttant pour leur libération. La Commission comprend des juristes de plus de vingt pays du monde, spécialistes du droit international. Les participants à cette première session étaient des dirigeants des mouvements de libération d'Afrique australe, des représentants des pays de la ligne de front, des représentants des Nations Unies, de l'Unesco, de l'OUA et d'organisations internationales. L'A.I.J.D. y était représentée, notamment, par Solange Douvier-Ajam et par moi-même. Beaucoup de membres de la Commission sont des membres de l'A.I.J.D. et notre association a également joué un rôle très actif dans la préparation de cette réunion, notamment en lui fournissant comme documents de travail des témoignages recueillis par notre mission d'enquête en Afrique australe.

Pour le travail futur de cette commission, et quant à l'aide à lui apporter, il faut être attentif au fait qu'il y aura une assez grande conformité entre notre aide d'organisation et de conception et l'influence politique dans cette commission même et les effets de cette commission sur la scène internationale.

La question de la tenue de la deuxième session de cette commission en RFA est actuellement en discussion.

2. Dans la zone d'Amérique latine, très importante, le capitalisme est entré dans une crise profonde due à l'indépendance par rapport à l'impérialisme américain et à l'existence de situations de production pré-capitalistes. Il apparaît de plus en plus clairement que, sans transformations profondes révolutionnaires et sans libération de l'impérialisme, les problèmes sociaux ne peuvent pas être résolus. L'institution de régimes militaires fascistes peut interrompre ce processus pendant un certain temps mais on ne peut pas l'arrêter.

Je ne veux pas faire ici une analyse de nos activités ni de nos projets. Dans la discussion notre ami David Waishtat donnera les explications nécessaires. Il y a seulement un aspect que je voudrais souligner parce qu'il est peut-être important pour les perspectives de notre travail surtout en ce qui concerne la préparation de notre Congrès. On peut constater une plus forte polarisation de la politique extérieure et des activités internationales en ce qui concerne les questions économiques entre les Etats militaires fascistes et les Etats bourgeois démocratiques. La tendance de non-alignement, de la demande du contrôle sur les sociétés transnationales et d'un nouvel ordre économique est devenue plus forte. Cet aspect souligne que le sujet proposé pour notre prochain Congrès ne concerne pas seulement les régions d'Asie et d'Afrique mais aussi de l'Amérique Latine.

Avant que je ne revienne à la question importante de la préparation de notre Congrès, je vais faire quelques remarques sur notre travail dans le cadre de l'ONU.

V. Travail comme Organisation Non-Gouvernementale dans le cadre de l'ONU et avec d'autres organisations démocratiques et ONG.

Etant donné qu'un rapport de Mme Solange Bouvier-Ajam et de M. David Naishtat est prévu sur nos activités dans le cadre de notre statut consultatif comme ONG à l'ONU et à l'UNESCO, je me borne-
rai à évoquer quelques aspects principaux de ce travail.

Nos représentants permanents soit à New York, soit à Genève, soit à Paris font un travail remarquable pour faire pénétrer notre influence dans le travail de l'ONU. Pendant mon séjour à New York, il y a trois semaines, j'ai eu l'occasion de voir le travail de notre camarade Lennox Hinds de tout près et j'ai été impressionné. Notre demande d'amélioration de statut à la catégorie I a échoué cette fois-ci. Il y a eu un veto des représentants de la France et de l'Angleterre qui avaient reçu des ordres directs de leur gouvernement. Les autres représentants, surtout les pays en voie de développement, ont soutenu notre demande et le représentant des Etats-Unis a également voté pour nous. Je ne connais pas encore les détails de la discussion entre les délégués, mais on m'a fait savoir que la majorité des délégués ont été impressionnés par notre rapport d'activités rédigé par Mme Solange Bouvier-Ajam qui était présenté avec notre demande. Au nom de tous, je voudrais vous dire mes remerciements les plus vifs pour ce travail remarquable.

Il faut le dire, sans ce travail désintéressé, et souvent aux propres frais de nos représentants, notre Association n'aurait pas été présentée d'une telle manière aux organes de l'ONU. Par comparaison avec les autres organisations démocratiques qui, en général, ont un ou deux représentants sur place avec bureaux et d'autres facilités, nous sommes, avec nos moyens très modestes, vraiment très efficaces. Néanmoins, pour l'avenir, nous devons trouver une amélioration de notre travail dans ce cadre, et j'espère que je pourrai vous faire une proposition dans un délai assez bref.

Je me permets encore une remarque critique quant à notre demande d'amélioration de statut. Notre demande était, selon mon opinion, prématurée et de plus elle n'était pas assez préparée politiquement, surtout quant aux délégués de l'Angleterre et de la France. Cet événement montre très bien une partie de la faiblesse de notre travail. Il n'est pas encore assez coordonné avec les activités des associations nationales, surtout dans les pays capitalistes, mais aussi dans quelques pays en voie de développement où notre Association est en opposition aux forces gouvernementales ou pas encore assez connue. Il faut trouver des moyens d'influence surtout de l'opinion publique de ces pays. La chose primordiale pour atteindre un tel objectif est une information mutuelle quant aux sujets traités dans les organes de l'ONU, un traitement scientifique de ces sujets par notre Association et, après, une présentation efficace dans les organes en exercice de notre statut consultatif.

Un autre aspect qui n'est pas encore assez développé est la coopération et la coordination de nos activités dans les organes de l'ONU avec les autres organisations démocratiques, surtout avec d'autres organisations de juristes.

Sur le plan de la coopération, nous avons obtenu un succès dans le travail avec la Commission Internationale de Juristes. Après la coopération entre nos deux organisations pour la préparation et la réalisation de la Conférence de Dakar sur la Namibie il y a deux ans, notre Association et la CIJ ont tenu, dans le cadre de l'Année de l'Enfance de l'ONU, un Séminaire sur les droits de l'enfant en Europe, qui a eu lieu en janvier de cette année, à Varsovie.

On peut dire que les discussions dans les commissions, mais aussi les résultats qui se reflètent dans les documents, ont été un grand succès. Grâce à l'hospitalité de nos amis polonais et à leur préparation, nous avons pu montrer une fois de plus une bonne coopération avec une autre ONG sur des problèmes concrets et ce malgré les différences idéologiques.

Malgré ce succès, il faut dire que la préparation d'une part et le travail de diffusion des documents d'autre part ont eu des faiblesses. Par exemple, une présentation efficace des résultats de ce séminaire au niveau des organes de l'ONU qui s'occupent des problèmes de l'enfance a fait défaut.

Il y a d'autres activités prévues que je ne pourrais pas nommer ici, faute de temps. Je mentionnerai pour exemple, cette importante Conférence sur la situation de la femme qui aura lieu à Cambridge en septembre de cette année. Elle est un exemple qui montre que nous nous occupons des problèmes urgents de notre époque et que nous essayons de trouver une réponse avec nos moyens de juristes. Comme pour les autres activités, la tâche principale est ici une bonne préparation soit quant aux rapporteurs, soit quant aux discussions dans les commissions prévues.

VI. Préparation du Congrès.

Pendant les trente dernières années, la libération nationale a fait un progrès. Plus de 80 pays sont devenus indépendants. L'A.I.J.D. n'a pas seulement été aux côtés de ces luttes, elle a été par ses représentants une partie de ce processus de libération.

J'ai déjà parlé des relations étroites du processus de la détente et de la libération nationale. Sans la lutte parfois dure et les sacrifices immenses consentis par des forces populaires dans ces pays, le processus de la détente, qui a créé en Europe des perspectives de coopération même en cas de danger, n'aurait pas été possible.

A mon avis, dans nos analyses, on sous-estime un peu cet aspect. D'autre part, le succès de la libération nationale - le système colonial et l'équité reste mince, les pays coloniaux d'autrefois jouent un grand rôle dans les relations internationales - n'aurait pas été possible sans le processus de la détente globale mais surtout en Europe, où il y a le point crucial de danger de guerre nucléaire. Par ces raisons, il y a une relation étroite entre la détente, le désarmement et la coopération d'une part et la libération nationale d'autre part.

Les exigences des pays en voie de développement pour un Nouvel ordre économique sont l'expression de la continuation de la lutte des forces progressistes de ces pays pour la libération totale de l'impérialisme. Après l'obtention de l'indépendance politique, il y a le but objectif d'obtenir la souveraineté économique. La transformation des relations extérieures économiques à l'impérialisme est la partie essentielle de ce but.

Depuis la 16ème Session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU du 1er mai 1974 où ont été adoptés une déclaration et un programme d'action sur la création d'un Nouvel ordre économique, les problèmes multiples de la transformation des relations internationales économiques sont devenus encore plus importants.

L'essentiel de la problématique consiste dans le fait que le caractère actuel des relations internationales économiques s'est formé dans le cadre de situations de forces internationales tout à fait différentes. Il n'est conforme qu'aux intérêts égoïstes des monopoles impérialistes. Il est tombé en opposition avec les intérêts fondamentaux de la grande majorité des pays et avec le développement de la situation internationale générale.

Les Etats nés de la décomposition du système colonial ne veulent pas rester dans la situation économique créée par la domination coloniale impérialiste et par l'exploitation néo-coloniale. Le devoir primordial pour arriver à la liquidation des restes des bases colonialistes et de leurs effets sur tous les plans de la vie sociale est la création d'un nouvel ordre international sur la base de ces principes : paix, indépendance, égalité entre Etats souverains et coopération internationale.

Ce sont des sujets dont l'A.I.J.D. s'est occupée depuis son origine, mais actuellement ils sont entrés dans une nouvelle dimension que j'ai essayé d'esquisser. On pourrait concentrer cela sur le phénomène de l'apparition actuelle d'une dialectique directe entre détente et Nouvel ordre économique.

Nous sommes une association de juristes et notre aspect, c'est l'aspect de droit. C'est pourquoi notre point de départ doit être les documents internationaux dans lesquels le consensus de l'humanité progressiste est fixé. Dans ce cadre ce sont les textes suivants qui ont été acceptés à l'unanimité par l'Assemblée Générale de l'ONU:

- la déclaration sur les principes des droits des peuples du 24 octobre 1970,
- la déclaration sur la création d'un Nouvel ordre économique mondial du 2 mai 1974,
- la charte des droits et devoirs économiques des Etats du 12 décembre 1974.

Ce sont les raisons pour lesquelles nous proposons suite aux demandes de nombreuses sections et personnalités de notre Association de mettre au centre des préoccupations de notre prochain Congrès la problématique d'un Nouvel ordre économique. Cela ne veut pas dire que l'on se borne à ce sujet. Le titre général pour le Congrès doit être plus large afin qu'il puisse englober d'autres sujets comme les questions que l'on a toujours traité dans nos activités comme la détente, le désarmement, les grandes questions des droits de l'homme. Mais la contribution primordiale de ce Congrès et spécifique à ce Congrès devrait être une initiative nouvelle de la part de l'A.I.J.D. pour le développement des normes internationales quant au Nouvel ordre économique.

Nous proposons comme sujet général le titre "Quel nouvel ordre international?" avec comme sous-titres : paix, indépendance, égalité pour toutes les nations et tous les peuples. La première partie devrait traiter la question de l'ordre international des pays avec les grands sous-thèmes :

- 1) Le rôle de la détente, du désarmement et de la coopération pour les pays en voie de développement.
- 2) Liquidation totale du colonialisme, du néo-colonialisme, de l'apartheid et du racisme.

Cette proposition pour la première partie englobe d'une part les activités passées principales de l'A.I.J.D. et d'autre part la réflexion de la relation de ces sujets avec le sujet principal à approfondir d'une nouvelle manière des questions du Nouvel ordre économique. La deuxième partie s'occuperait du sujet spécifique du Nouvel ordre économique. Il faut choisir comme sous-thèmes possibles les sujets que nous pouvons approfondir d'après nos capacités. De toute façon, on devrait choisir les priorités sous les sept sujets qui sont donnés dans le programme d'action de la conférence sur les matières premières et le développement de l'ONU du 9 avril au 2 mai 1974 sur l'institution d'un Nouvel ordre économique.

Ce sont les sept sujets suivants :

- un nouveau code international pour les matières premières en relation avec le commerce et le développement;
- un nouveau code pour le système monétaire international et le financement au développement;
- conditions d'égalité pour l'aide à l'industrialisation;
- règles d'égalité pour le transfert des technologies;
- contrôle et régularisation des sociétés transnationales;
- le principe de droit international pour la Charte des droits et des obligations économiques des Etats;
- droit international et coopération entre les pays en voie de développement.

Encore une fois, ces propositions ne doivent pas exclure la possibilité d'autres thèmes spéciaux qui sauront trouver l'intérêt des juristes susceptibles de participer au Congrès pour approfondir une question déterminée dans un groupe de travail particulier qui contribuerait à enrichir le contenu et la qualité scientifique de notre activité future.

La formulation du thème du Congrès tient compte de ce que l'année de l'ONU pour 1980 sera celle du Nouvel ordre économique international. Le projet de faire se dérouler ce Congrès à Malte conviendra au sujet proposé. Malte est un pays membre de l'ONU devenu récemment indépendant, juste au croisement de l'Europe et de l'Afrique qui symbolise par sa situation géographique le but du contenu de notre Congrès.

De plus, les conditions techniques et matérielles pour le déroulement de ce Congrès me paraissent assez favorables. J'ai visité les locaux de conférence à Malte, ils sont splendides. Il y a une chance que les autorités maltaises nous adressent une invitation. Les juristes progressistes maltais sont intéressés à mettre sur pied une Association qui s'affilierait à l'A.I.J.D.. Mes conclusions, pour le moment, c'est que tout est en faveur de l'acceptation de notre proposition.

La préparation du Congrès au point de vue des sujets (rapports, groupe de travail, etc.) doit se dérouler en étroite liaison entre le Secrétaire général et le Centre d'Etude. Je me suis déjà entretenu avec notre ami Lopatka. Il est d'accord de chercher des possibilités de préparer deux ou trois séminaires de préparation avec un cercle de spécialistes.

D'après mes entretiens en Libye avec les membres de notre Association - dont trois que je salue cordialement participant à notre session de Bureau - on pourrait penser à un premier séminaire à Tripoli pour la fin de cette année. Le deuxième pourrait avoir lieu en Pologne au début de l'an prochain.

Je n'ai parlé que des quelques activités principales de l'A.I.J.D. pendant l'année écoulée et donné que quelques perspectives pour notre travail futur. Je n'ai pas voulu faire un discours de louanges, mais au contraire, mon intention était de souligner les défaillances de notre travail en comparaison avec nos capacités potentielles.

Je ne voudrais pas terminer sans remercier une fois encore nos amis irakiens qui nous ont donné des possibilités splendides pour notre travail.

J'exprime surtout mes espoirs que, pour nos deux activités principales pour le futur : la conférence sur la question palestinienne et la préparation du Congrès à Malte, nous pourrions compter sur leur soutien fraternel.